



**La dialectique paix et guerre dans le discours sur la succession
présidentielle au Cameroun.**

**The peace and war dialectic in the discourse on the presidential succession
in Cameroon.**

MENGUELE MENYENGUE Aristide Michel

Maître de Conférences au Département de Science politique

Université de Douala - Cameroun

Membre du Groupe de Recherche sur le Parlementarisme et la Démocratie en Afrique
(GREPDA).

m.aristidemichel@yahoo.com

MFENJOU NDAM Abdou Rafihou

Ph.D Candidate à l'école Doctorale des Sciences Humaines et Sociales

Université de Douala

Date de soumission : 27/04/2023

Date d'acceptation : 04/06/2023

Pour citer cet article :

MENGUELE MENYENGUE A. & MFENJOU NDAM A. (2023) «La dialectique paix et guerre dans le discours sur la succession présidentielle au Cameroun», Revue Internationale du Chercheur« Volume 4 : numéro 2» pp : 418 - 444



Résumé

Cette contribution s'intéresse à l'effet du discours sur la succession présidentielle dans la (dé)mobilisation collective. Il s'agit de montrer comment les discours produits sur l'enjeu de l'après-Biya impactent la capacité de mobilisation des groupes ethno-communautaires construits pour contribuer à la revendication et à la conquête du pouvoir présidentiel au Cameroun. Il apparaît que la propagande ethno-centrée à partir de laquelle des entrepreneurs identitaires légitiment leurs prétentions à exercer le pouvoir présidentiel est une variable explicative de la relative capacité de mobilisation de ces projets concurrentiels de positionnement dans la perspective de l'après-Biya. Le rapport à la paix et à la stabilité permet de comprendre cette forme de crispation sociale qui est entretenue par des entrepreneurs identitaires acquis à la cause de la dévolution du pouvoir à un des leurs. L'émergence du « mouvement 10 millions de nordistes », la remobilisation autour du groupe dit *Eakang*, la revendication du pouvoir politique par les *Grassfields*, etc. renseignent sur l'ampleur de ces vellétés de conquête ethno-communautaire du pouvoir présidentiel qui fait craindre une crise politique liée précisément à l'enjeu de la transition présidentielle. Face à ces vellétés de revendications ethno-communautarisées du pouvoir présidentiel, une mobilisation collective émerge autour d'un projet dynastique de transition présidentielle : le mouvement des franckistes. À partir d'une rhétorique de la paix particulièrement popularisée par ce mouvement, cette mobilisation collective entend s'investir dans la construction et la légitimation de la vocation présidentielle de Franck Emmanuel Biya.

Mots-clés : Cameroun ; communautarisme ; dialectique paix et guerre ; mouvement des franckistes ; succession présidentielle..

Abstract

This contribution focuses on the (de)mobilizing effect of ethnocentric discourses on presidential transition. The aim is to show how the discourses produced on the post-Biya issue impact the mobilization capacity of ethno-community groups built to contribute to the claim and conquest of presidential power in Cameroon. It appears that the ethno-centric propaganda from which identity entrepreneurs legitimize their claims to exercise presidential power is an explanatory variable of the relative capacity for mobilization of these competitive positioning projects in the post-Biya perspective. The relationship to peace and stability makes it possible to understand this form of social tension that is maintained by identity entrepreneurs committed to the cause of the devolution of power to one of their own. The emergence of the "10 million northerners movement", the remobilization around the so-called *Eakang* group, the claim to political power by the *Grassfields*, etc. provide information on the extent of these desires for ethno-community conquest of presidential power, which raises fears of a political crisis linked precisely to the issue of the presidential transition. Faced with these desires for ethno-communitized claims of presidential power, a collective mobilization emerged around a dynastic project of presidential transition: the Franckist movement. Based on a rhetoric of peace particularly popularized by this movement, this collective mobilization intends to invest in the construction and legitimization of the presidential vocation of Franck Emmanuel Biya.

Keywords: Cameroon; communitarianism; dialectic peace and war; franckist movement; presidential transition.



Introduction

Dans une interview parue dans le Magazine « Ligne d'Horizon », Grégoire Owona, Secrétaire Général adjoint du parti au pouvoir le Rassemblement Démocratique du Peuple Camerounais (R.D.P.C.) s'est prononcé sur la question de la succession du président Paul Biya. S'il déclare que sa candidature pour l'élection présidentielle de 2025 est du président Paul Biya ou celle qu'il aura proposée », il ne manque pas d'affirmer que le parti est « serein » « bien que la rumeur parle de certains Camerounais qui, ayant amassé des milliards, pourraient faire appel aux armes pour prendre le pouvoir » (*Ligne d'Horizon*, n°028-Mars 2023, p. 21). En effet, la question de l'après-Biya se pose de plus en plus dans l'espace public. De nombreux morceaux choisis sur la question révèlent qu'il s'agit d'un sujet qui fait l'objet d'un traitement populaire et médiatique conséquent. Pour certains, « si le Cameroun doit continuer à rester en paix, un frère de Biya, c'est-à-dire un Béti quel qu'il soit, ne doit pas songer à lui succéder, sinon le Cameroun risquera de basculer dans la guerre civile » (Mono Ndjana, cité par *L'Anecdote 2014*, p. 3). Des personnalités politiques influentes comme l'ancien Vice-premier ministre, Amadou Ali ont déclaré que « le prochain président du Cameroun ne viendra pas de l'ethnie Beti/Bulu de Biya. Les Béti son trop peu nombreux pour s'opposer aux nordistes, encore moins au reste du Cameroun » (Amadou Ali, cité par Menguele Menyengue, 2016, p. 166). D'autres estiment que « Bamilekes are apparently too preoccupied with the feeling, and rightly so, that they are the economic power house of Cameroon. It makes meaning to recall that there is no country in the world where both economic and political power is held by people of a geo-political zone Anglophone remains the best choice after Biya » (*The Guardian post*, 2016, p. 3). Ces extraits des discours sur la transition présidentielle renseignent sur le potentiel clivant de cet enjeu dans le contexte camerounais. Au Cameroun, le discours sur la transition présidentielle est au cœur de la dialectique paix et guerre. La question du passage à l'après Biya est l'objet des discours qui rendent problématiques son rapport à la paix sociale. De ce qui s'observe et à partir de ce qui s'énonce, il semble bien que cette échéance s'annonce délicate dans le contexte politique camerounais comme le traduit l'expression « la nuit des longs couteaux » qui sert à évoquer « le spectre de conflits internes au parti » (Pommerolle, 2015, p. 174).

S'il en est ainsi, c'est parce qu'on assiste à l'émergence des mobilisations communautaires qui s'opposent sur l'enjeu d'une part et le processus de transition d'autre part. Le fait est que, la première expérience de succession présidentielle a provoqué un traumatisme social qui continue d'entretenir une psychose latente à la seule évocation de cet épisode de l'histoire politique du



Cameroun (Emvana, 2022). Depuis cette expérience sans précédent de crise de succession présidentielle, la seule évocation d'une transition présidentielle sous forme d'alternance ou de succession provoque des effets de panique (Bandolo, 1985, p. 185-230). Cette situation connaît une autre ampleur dans un contexte de mobilisation communautaire rivale où des groupes ethno politiques rivalisent de discours sur l'enjeu du pouvoir présidentiel. Il en est ainsi par exemple lorsque l'on déclare qu' « un frère de la tribu Paul Biya ou de son ethnie fang-béti ne devrait pas songer à lui succéder au pouvoir (dans la mesure où une telle éventualité soulèverait une violente réprobation de la part des autres tribus ou ethnies, et probablement une incommensurable guerre civile) » (Mono Ndjana, cité par Menguele Menyengue, 2016, p.70).

Par ailleurs, depuis la proposition du constitutionnaliste Joseph Owona (2016, p. 97), qui écrivait qu' « une des solutions d'avenir de nos institutions sera d'inventer une alternatifité, équitable dans un Cameroun réputé étant comme une Afrique en miniature », la cohésion sociale est troublée par une résurgence de replis identitaires. Ces replis identitaires se cristallisent autour de l'enjeu de la succession présidentielle dans un contexte où il a été suggéré que « l'alternativité régionale s'avèrerait comme la règle la plus souhaitable consistant en une rotation du pouvoir suprême entre toutes les régions du pays : Nord, Sud, Extrême-Nord, Ouest et Est, rompant avec le fameux ping-pong Nord –Sud » (Owona, 2016, p. 97). Or, à l'observation, cette proposition est à l'origine d'une cristallisation du communautarisme entretenue par les rivalités de positionnement par mobilisation(s) ethno politique(s) rivale(s) inter pausée(s). C'est ce qui explique pourquoi on assiste, dans ce contexte de revendication ethno politique du pouvoir présidentiel, à des mobilisations comme le mouvement « 11 millions d'électeurs, 10 millions de Nordistes » *etc.* Ces mobilisations communautaires sont porteuses d'un discours sur la transition présidentielle. D'aucuns s'appuient sur l'histoire de la passation du pouvoir entre le président Ahmadou Ahidjo et le président Paul Biya pour revendiquer l'exercice par l'un des leurs du pouvoir présidentiel dans la perspective de l'après-Biya (Ekambi Dibonguè, 2021, p. 282). D'autres s'activent dans une campagne de persuasion et de marketing politique pour proposer une alternative dynastique, seule capable de pacifier la société camerounaise face aux menaces à la paix (Menguele Menyengue et Abdou Mfendjou Ndam, 2023, p. 94).

Le changement politique et institutionnel est un sujet sensible en Afrique subsaharienne (Onana, 2016). Il est porteur de tension *a fortiori* lorsqu'il concerne le pouvoir présidentiel ; d'autant plus que certains auteurs promoteurs de « la transitologie » et d'autres qu'on range

dans le registre de « la consolidatologie » ont répandu l'idée selon laquelle un processus de démocratisation ne se consolide que lorsqu'il y a alternance (Thiriot 2017). Si ce postulat a le défaut de s'inspirer d'un évolutionnisme problématique, il a néanmoins fait des transitions présidentielles une problématique légitime (Menguele Menyengue 2018, p. 269). Par conséquent, penser le changement au sommet de l'État, c'est poser le problème de la stabilité des ordres politiques contemporains puisque les luttes pour la conquête et/ou la conservation du pouvoir politique sont l'un des facteurs d'instabilité en Afrique (Gazibo 2010, 123-127). Aussi les « difficiles successions en Afrique subsaharienne » (Foucher 2009, p. 127) expliquent-elles « la résurgence des successions héréditaires » (Njoya, 2009, p. 43).

Cet article analyse les effets des discours pluriels sur la transition présidentielle dans les diverses mobilisations concurrentes qui émergent dans ce contexte de transition présidentielle. Il s'agit de démontrer comment le type de discours formulé dans la conquête du pouvoir peut avoir ou non un effet (dé)mobilisateur conséquent. La question à laquelle répond cette contribution est celle de savoir comment le discours mobilise et/ou démobilise dans la conquête communautaire du pouvoir présidentiel ? Le suivi des émissions et des débats (radio)télévisés, les entretiens, l'observation directe et l'investigation documentaire ont permis de collecter des données et informations. Et, grâce à une interprétation constructiviste des données et informations ainsi collectées, nous avons formulé l'hypothèse selon laquelle la mobilisation et la démobilisation dans le contexte de conquête du pouvoir présidentiel dépendent des types de discours. Deux articulations permettent de vérifier cette hypothèse : d'une part, les discours de menace à la paix sociale comme facteurs de démobilisation dans la volonté de conquête ethnocratique du pouvoir présidentiel (1) et d'autre part, la mobilisation autour du projet de dynastisation du pouvoir présidentiel et la promotion de l'hérédité politique comme stratégies d'évitement d'une crise de succession présidentielle au Cameroun (2).

1. La paix sociale à l'épreuve des discours de positionnement communautaire en vue de la transition politique.

L'usage du discours dans la société camerounaise est un moyen commode de positionnement individuel ou ethno-communautaire dans un contexte de transition présidentielle. Différents groupes ethno-communautaires rivalisent de discours et de stratégies de positionnement dans la perspective de l'après Biya. Les prétentions ethno communautaires de succession présidentielle se construisent et se légitiment en se fondant sur un projet de rotation ethno-

régionale du pouvoir présidentiel. Ce faisant, ces rivalités de positionnement ethno communautaire dans la perspective de l'après-Biya ne semblent pas faire l'économie des discours de menace à la paix sociale ; discours qui oscillent entre revendication de pouvoir et disqualification.

1.1. Les discours de menace à la paix sociale : entre revendication du pouvoir et disqualification politique.

L'échéance imminente de l'élection présidentielle de 2025 au Cameroun suscite de plus en plus de discours de menace savamment entretenus. Perçus comme stratégie par ceux qui y font usage, ils vont jusqu'à la menace de la paix en présageant une transition chaotique au cas où leur communauté n'accéderait pas à la magistrature suprême du Cameroun. Le faisant, ils revendiquent de manière ouverte le pouvoir politique en disqualifiant *ipso facto* l'ambition présidentielle d'autres communautés ethniques en se basant sur l'alliance hégémonique Nord-Sud.

1-1-1. La paix sociale au péril des volontés de pouvoir communautaire.

Les acteurs individuels et collectifs qui se positionnent et revendiquent le pouvoir présidentiel au Cameroun le font en articulant des discours qui traduisent un certain rapport à la paix. Il existe un discours pessimiste sur la transition présidentielle qui est construit par des acteurs qui font un pronostic défavorable de l'avenir de l'État camerounais au cas où leurs intérêts ne seraient pris en compte. En effet, il existe des prévisions chaotiques qui font craindre de nombreuses menaces à la paix du fait des rivalités de positionnement observées sur l'enjeu de la transition présidentielle. Selon l'O.N.G. *International Crisis Group*,

la longue présidence de Biya, sa manipulation des identités ethniques et la criminalisation des élites ont nourri de nombreuses frustrations. Les graves violences urbaines de 2008, qui ont mêlé revendication économique, contestation du régime et manipulation politique et causé plusieurs dizaines de morts, donnent une idée des risques d'un violent conflit. Une situation chaotique pourrait conduire à un coup d'État militaire et pourrait certainement avoir des répercussions néfastes pour la région pour laquelle le Cameroun a été jusqu'à présent un pilier de la stabilité (*International Crisis Group*, 2023).

Il est donc constant que « le gouvernement perpétuel » (Owona-Nguini, 2009, p. 261) est un facteur crisogène dans la mesure où il cristallise, suscite et promeut une convergence de positionnement politique sur l'enjeu de la transition présidentielle. Or, il se pose le problème de la gestion politique des prétentions présidentielles accumulées du fait d'une longue gestion

présidentielle. C'est d'ailleurs pourquoi, d'après les câbles de *Wikileaks*, « beaucoup de contacts pensent que quand Paul Biya sera parti, soit les militaires vont prendre le relais, soit le pays doit s'effondrer dans le chaos » (Wikileaks, cité par L'Œil du Sahel, 2011, p. 3).

Ce qui précède montre que la transition présidentielle au Cameroun se construit dans un contexte d'obsession craintive qui explique pourquoi, un *Think Thank* Britannique dénommé *The economics intelligences unit* considère que, « la gestion de la succession du président Paul Biya est un défi majeur du régime puisque la stabilité politique sera menacée sous deux angles : l'incertitude de la succession de Paul Biya et la montée de l'extrémisme islamiste » (*The Economist Intelligence Unit*, cité par *Le Quotidien de l'économie*, n°01058 du Mardi 24 Mai 2016, p.3 ; *The Cameroon Report*, 2ème Edition n°003 du Lundi 30 Mai au Dimanche 05 Juin 2016, p.55). Or, cette montée de l'extrémisme fait craindre l'instrumentalisation de ce qu'Emmanuelle Pommerolle appelle « le complot comme outil de l'interprétation des luttes politiques » (Pommerolle, 2015, p. 165). Quoi qu'il en soit, ce jeu de pronostic défavorable, qui prédit et annonce le chaos, est récupéré par des entrepreneurs politico-identitaires qui en profitent pour légitimer leur volonté communautaire du pouvoir. D'où l'enjeu de la disqualification ethno-communautaire dans la rhétorique guerrière.

1-1-2. L'enjeu de la disqualification ethno-communautaire dans la rhétorique guerrière.

La disqualification ethno-communautaire dans la rhétorique guerrière a partie liée avec la proposition formulée par le constitutionnaliste Joseph Owona (2015), dans son ouvrage *Les systèmes politiques précoloniaux au Cameroun*. En effet, après avoir observé les mécanismes d'accession au pouvoir dans ces systèmes politiques précoloniaux, Joseph Owona écrit qu'« une des solutions d'avenir de nos institutions sera d'inventer une alternatifé, équitable dans un Cameroun réputé étant comme une Afrique en miniature » (Owona, 2015, p. 97). Depuis que cette proposition a été faite, l'espace public camerounais est inondé par des revendications ethno-communautaires du pouvoir présidentiel. Ces revendications ethno-communautaires du pouvoir oscillent entre positionnement individuel et disqualification des autres prétendants au pouvoir. L'inventaire des projets hégémoniques concurrents mis à contribution dans les revendications ethno-communautaires de l'exercice du pouvoir présidentiel renseigne sur l'effet *boomerang* de cette proposition dans l'espace public. Les uns et les autres s'y fondent pour revendiquer leur tour à la tête de l'État. C'est dans cette perspective qu'on peut lire, dans un article intitulé « Why an anglophone is the best choice after

Biya », on peut lire cet extrait révélateur : « Bamilekes are apparently too preoccupied with the feeling, and rightly so, that they are the economic power house of Cameroon. It makes meaning to recall that there is no country in the world where both economic and political power is held by people of a geo-political zone» (The Guardian post, 2016, p. 3).

Le fait est que, parmi les revendications ethno-communautaires du pouvoir, la volonté de pouvoir des *Grassfields* est fortement amplifiée. Elle a été exprimée *urbi et orbi* à l'occasion du discours de campagne électorale tenu par Maurice Kamto, président du Mouvement pour la Renaissance du Cameroun (M.R.C.) qui, estimant que le tour d'un Bamiléké à la tête de l'État est arrivé, déclarait « on ne peut pas tontiner tous les jours pour les mêmes personnes » (Kamto, cité par Menguele Menyengue, 2021, p. 216). Cette déclaration est à l'origine de la fabrique d'un « clivage politique de substitution » qui oppose d'un côté les *tontinards* et de l'autre les *sardinards*. C'est un clivage construit autour du rapport au pouvoir. Alors que les premiers sont favorables à la rotation du pouvoir à la manière d'une tontine (et qu'on assimile aux *Grassfields*), les seconds sont promoteurs du *statu quo* (Menguele Menyengue, 2021, p. 221-230). Selon Guillaume Ekambi Dibonguè, de plus en plus conscient de leur force, les *Grassfields* ont développé des modes alternatifs de revendication du pouvoir politique. En effet,

les revendications du pouvoir économique peuvent emprunter des voies de détour. L'observation des stratégies de positionnement des *Grassfields* donne à voir qu'en dehors des velléités de capitalisation économique, ce grand groupe ethno-régional [recourt] à la victimisation historique des peuples du *Grassfields*, la mobilisation opportuniste de la théorie du complot anti-bamiléké et l'ethnisation de la contre-performance politique et économique du Cameroun, sont des modes alternatifs de revendication du pouvoir politique dans les *Grassfields* (Ekambi Dibonguè, 2021, p. 43).

Tout semble indiquer que, dans ce groupe, il existe une conviction que le pouvoir économique prédestine au pouvoir politique. D'où les expressions comme « nous réussons en politique comme nous avons réussi en économie » (Collectif « Changer le Cameroun », 1992, p. 138).

Or, les autres groupes hégémoniques intéressés par la conquête et la conservation du pouvoir s'opposent au cumul du pouvoir économique et du pouvoir politique par une seule et même communauté. Ceci permet de comprendre pourquoi des révélations des câbles de *Wikileaks* indiquaient que les élites politiques du Grand Nord avaient décliné l'offre d'alliance avec l'Ouest (Ekambi Dibonguè, 2021, p.47). Dans le même ordre d'idées, dans un article très révélateur intitulé « Why anglophone remains best choice after Biya ! » (The guardian post, 2016, p. 3), on apprend que les ressortissants des régions anglophones disqualifient les

Grassfields au motif que « there is no country in the world where both economic and political power is held by people of a geo-political zone » (The guardian post, 2016, p. 3). Cette disqualification des *Grassfields* est relayée par d'illustres figures politico-économiques telles que Fotso Victor. Dans un contexte de revendication ethno-communautaire du pouvoir exacerbée par le « non au hold-up électoral », une campagne de contestation des résultats officiels de la présidentielle initiée par Maurice Kamto, candidat du M.R.C., cet « entrepreneur-politicien » (Tsana, 2015, p. 812) pense que le moment n'est pas encore venu pour un Bamiléké d'exercer le pouvoir présidentiel. En effet, le samedi 02 mars 2019, s'adressant aux élites et populations du Koung-Khi dans la région de l'Ouest à la faveur d'un *meeting* de remerciement et de gratitude au président de la République pour la reconduction de Madeleine Tchuinté au poste de ministre de la Recherche Scientifique et de l'innovation (MINRESI), l'homme d'affaire et maire de Bandjoun déclare : « j'ai tenu à dire à tous les nouveaux politiciens, particulièrement à mes frères Bamiléké [...] que pour le moment ce n'est pas votre temps. Si on vous dit, aujourd'hui, que quelqu'un parmi vous peut aller à Étoudi¹, je vous jure qu'il vous ment ! » (Ngameni, 2019, p. 3).

Pour ce qui est du Grand-Nord, la mobilisation de reconquête de pouvoir présidentiel se donne également à voir. Cette ambition est davantage portée par certains leaders et surtout un mouvement pensé justement pour les besoins de la cause : il s'agit du mouvement « 10 millions des Nordistes » (Ekambi Dibonguè, 2021, p. 277). Selon Guibaï Gatama (2021), principal promoteur dudit mouvement,

le « mouvement 10 millions des Nordistes » est une initiative, commune, est apolitique. Elle vise à promouvoir et à défendre les intérêts du Grand-Nord dans un esprit républicain. Il est impérieux que chaque Nordiste en fasse la promotion pour une appropriation collective de notre poids du Cameroun. Si nous sommes 10 millions, c'est que nous sommes une force. Nous devons peser dans notre pays. Nous avons une place dans notre pays. Nous devons être respectés.

Cette annonce permet de comprendre réellement ce qui se joue dans cette mobilisation communautaire de reconquête du pouvoir présidentiel. Dans un contexte où « l'on a encore en mémoire les dires de Mahamadou Bayero Fadil, homme d'affaire et homme politique camerounais, fortement engagé au sein du parti au pouvoir, le Rassemblement Démocratique du Peuple Camerounais (R.D.P.C.), [qui invitait] ses frères du Nord, de se préparer à une éventuelle succession et reprise du pouvoir par le Grand-Nord du Cameroun » (Mota'a Bila,

¹ Étoudi désigne le quartier qui abrite le Palais présidentiel au Cameroun.

2020, p. 12), le mouvement 10millions de « Nordistes » apparaît comme un instrument de positionnement communautaire. Ce n'est donc plus discutable, « le Grand-Nord se prépare pour une succession présidentielle » (Mota'a Bila, 2020, p. 12). Et cette préparation pour la succession fait craindre ce que Marie-Emmanuelle Pommerolle (2015, p. 176) appelle « la théorie de l'insurrection nordiste ».

Dans ce contexte de rivalités de positionnement ethno-communautaires en vue de la conquête du pouvoir, le groupe *Ekang* semble résolument réfractaire à toute forme de rotation ethno-régionale du pouvoir présidentiel qui ferait craindre, pour ses ressortissants, la perte du privilège du pouvoir. Ce groupe hégémonique a dû se remobiliser pour résister aux velléités concurrentes de revendication ethno-communautaires du pouvoir. Dans ce groupe, la perte du privilège de commandement se donne à voir depuis que, dans une tribune en ligne très relayée, des entrepreneurs identitaires comme Jean Claude Shanda Tomnéont répandu l'injonction selon laquelle, dans la perspective de la transition présidentielle, « il faudra stopper le recrutement des Bétis dans la haute administration et procéder à des ajustements indispensables, (...) il faudra alors des mesures transitoires encore dites d'urgence, car comment pensez-vous qu'avec près de 50% de la population, les Bamilékés ne soient que 7% de cadres dans tous les corps de sécurité confondus, c'est-dire armée, polices, gendarmerie, garde présidentiel ? » (Shanda Tomne, 2012, p. 3). Cette crainte de perte du privilège du pouvoir fonde la remobilisation contemporaine du groupe *Ekang*.

Pendant ce temps, certains entrepreneurs politiques, ressortissants des régions anglophones du Nord-Ouest et du Sud-Ouest, font entendre la voix de leur communauté dans ce « game of throne » particulièrement clivant. C'est ainsi que, dans une sortie médiatique, Felix Agbor Kongo suggérait qu'après Ahmadou Ahidjo et Paul Biya, il est temps qu'un anglophone soit président. Selon cet activiste défenseur de la cause dite « anglophone », « ce n'est pas facile mais on peut avoir un président anglophone. Après les présidents Ahidjo et Biya, c'est le moment aussi pour nous d'avoir un président anglophone au Cameroun » (*Mutations*, n°5636 du mardi 2 août 2022 p.9 ; Lire aussi la *Nouvelle Expression*, n° 5764 du Mardi 2 août 2022, p. 3). Dans ce projet de revendication du tour des anglophones à la tête de l'État, la crise sécuritaire en cours dans les régions dites anglophones du Nord-Ouest et du Sud-Ouest apparaît comme une opportunité.

En effet, dans une analyse consacrée aux « prévisions d’alternance présidentielle et exacerbation du repli identitaire au Cameroun », Aristide M. Menguele Menyengue faisait déjà observer que « la crise anglophone est apparue comme une fenêtre d’opportunité pour certaines élites anglophones pour poser un problème de leur prétention à l’alternance présidentielle au Cameroun. Le fait est que, plus de 50 ans après les indépendances, une élite anglophone n’a toujours pas eu l’opportunité de présider aux destinées du Cameroun. D’où la frustration du profil francophone du président de la République du Cameroun » (Menguele Menyengue, 2016, pp. 217-218). C’est cette frustration que relaye Doctor Nfor N. Susungilorsqu’il déclare : « j’ai décidé de revendiquer le tour des anglophones à la présidentielle de 2018 » (Nfor N., cité par Menguele Menyengue, 2016, p. 218). D’où l’institution du communautarisme dans le positionnement politique au Cameroun.

1.2. Les discours ethnocratiques de menace à la paix

Pour comprendre l’enjeu des discours ethnocratiques banalisés dans le positionnement politique, il convient d’intégrer dans l’analyse le contexte de résurgence du communautarisme. D’où l’institution du communautarisme dans le positionnement politique. Dans ce contexte *sui generis*, revendiquer le pouvoir à partir d’une posture ethnocratique c’est, expressément ou tacitement, menacer la paix.

1.2.1. L’institution du communautarisme dans le positionnement politique

L’enjeu de la succession présidentielle suscite une institutionnalisation du communautarisme qui apparaît comme un effet de mode. Chaque groupe hégémonique intéressé s’investit dans une campagne de propagande et de marketing qui permet de justifier ses prétentions politiques. Le communautarisme devient un outil de positionnement politique.

Les principaux groupes hégémoniques qui constituent ce que Roger Gabriel Nlep appelle « le triangle équilatéral » rivalisent de stratégies de positionnement pour légitimer leur volonté de conquête et/ou de conservation du pouvoir présidentiel. Il s’agit respectivement du complexe nordiste, qui construit une solidarité de circonstance à travers « le mouvement 10 millions de nordistes » ; des *Grassfields*, dont le projet de conquête du pouvoir politique à partir d’un capital économique revendiqué est de plus en plus affirmé ; et du groupe *Ekang*, dominant les régions du Centre-Sud, et dans une certaine mesure de l’Est.

Toute se passe comme si chaque groupe ethno-communautaire, dont les prétentions politiques sont orientées vers le projet de conquête ou de conservation du pouvoir présidentiel, se voit contraint de se signaler en se remobilisant autour d'une instance de promotion de cette volonté communautaire du pouvoir. L'institution, voire la banalisation du communautarisme dans ce contexte de projection dans l'après Biya, a donc partie liée avec les modes alternatifs de revendication communautaire du pouvoir présidentiel.

D'abord, chez les Ekang,

le spectre d'une perte du pouvoir politique fait craindre une marginalisation systématique du groupe pourtant en proie à des problèmes élémentaires de développement, malgré la longue gestion des affaires publiques par des fils de ce grand groupe hégémonique. Cette insatisfaction généralisée des *Ekang* en rapport avec le niveau de développement faible et approximatif de leur(s) aire(s) géographique(s) respective(s) laisse un goût d'inachevé et suscite une précoce nostalgie de l'âge d'or du pouvoir *Ekang* qui inspirent une dynamique de pérennisation de la domination politique *Ekang*. Cette session de rattrapage se traduit par un soutien à une ambition politique de succession héréditaire, un scénario de succession envisagé dans l'espace public y compris de manière suggestive à travers des formules comme « après Biya, c'est Biya » ou encore « Ndam donne à Ndam ; Fotso donne à Fotso ; Biya donnera à Biya » (La tribune de la forêt, 2020, p. 5).

Ensuite, pour les entrepreneurs identitaires du mouvement « 10 millions de nordistes », il s'agit d'exercer une pression sur le détenteur du pouvoir présidentiel en lui rappelant qu'il est « sage » et « prudent » de confier l'exercice de ce pouvoir à un ressortissant d'une des régions septentrionales puisque, c'est un fils du Nord qui a passé le pouvoir à un fils du Centre-Sud en vertu de l'alliance hégémonique « Nord-Sud ». Ce mouvement est porteur d'une cause défendue jadis par de hauts dignitaires de cette partie du pays à l'instar du ministre d'État Amadou Ali qui avait fait savoir que : « tant que le président Biya est là, nous dans le Nord on va lui apporter notre soutien, mais le jour où il passera, qu'il sache que le pouvoir reviendra dans le Grand-Nord du Cameroun »².

Enfin à l'Ouest, les *Grassfields* s'investissent à conquérir le pouvoir présidentiel en partant de « la conviction » que la détention du pouvoir économique prédestine forcément au pouvoir politique. C'est dans ce contexte que l'émergence du M.R.C. et les discours sur cette formation

² Lire à ce sujet, <http://www.237online.com/article-76488-cameroun--malheurs-ministerielle-amadou-aliwikileaks-et-l-operation-epervier.html>, consulté le 12 avril 2023

politique ont contribué à en faire le cheval de Troie de la conquête Bamiléké du pouvoir d'après des analyses (Essomba et Tchami, 2023, p. 4).

À ceci, il convient d'ajouter la revendication anglophone du pouvoir présidentiel de plus en plus audible. Elle se fonde sur des éléments d'histoire dans la mesure où, parmi les frustrations accumulées par les ressortissants des régions anglophones du Nord-Ouest et du Sud-Ouest, il y a en bonne place celle du monopole francophone de l'exercice du pouvoir présidentiel depuis les indépendances. Il y a chez les anglophones « la conviction » que les francophones se sont ligüés contre le projet anglophone d'exercice du pouvoir présidentiel au Cameroun. Ce complot anti-anglophone, qui consiste à exclure les anglophones de l'exercice du pouvoir, se manifeste par la violation d'un accord conclu lors de la Conférence de Foumban prescrivant une rotation du pouvoir présidentiel entre Francophone et anglophone. Or, le fait que le premier président Ahmadou Ahidjo ait confié le pouvoir à un autre francophone en la personne de Paul Biya a exacerbé les mécontentements anglophones (Konning, 1996, p. 25). L'épisode dit de « la victoire volée » au Chairman du *Social Democratic Front*, Ni John Fru Ndi en 1992 est un autre élément à charge qui sert à démontrer que les francophones utilisent leur domination pour exclure les anglophones de l'exercice du pouvoir présidentiel. Aujourd'hui plus qu'hier, les anglophones estiment que le temps est venu pour que l'un des leurs exerce le pouvoir présidentiel.

1.2.2. Ce que signifie revendiquer le pouvoir à partir d'un discours de menace à la paix.

L'émergence de ces mouvements ethno-communautaires de conquête ou de conservation du pouvoir renseigne sur ce que signifie revendiquer l'exercice du pouvoir présidentiel dans la perspective de l'après-Biya. Sous ce rapport, il apparaît que revendiquer l'exercice du pouvoir dans la perspective de l'après-Biya c'est promouvoir le communautarisme et le repli identitaire. C'est aussi construire et répandre des discours de menaces à la paix. Tout se passe comme si, en cas de dévolution du pouvoir présidentiel à une autre personne qu'un des leurs, les groupes ethno-communautaires mobilisés et intéressés dans ce jeu de la succession présidentielle courraient un grand risque de perturbation sociale, de guerre civile ou de trouble politique. Dès lors, se positionner en tant que communauté dans la perspective de revendication ethnopolitique du pouvoir présidentiel signifie par ailleurs menacer la paix en cas d'échec des prétentions

politiques ainsi communautarisées. C'est le cas lorsqu'Aboubakar Alamine Mey, acquis à la cause d'un pouvoir présidentiel exercé par un ressortissant du Grand-Nord dans la perspective de l'après-Biya, déclare : « On va mettre du nucléaire dans nos deux réacteurs »³.

Dans le même ordre d'idées, démontrant « why an anglophone remains best choice after Biya » (*The Guardian Post*, n°0989, Thursday August 11, 2016, p. 3) le quotidien *Theguardian post* manifestement acquis à la dévolution du pouvoir à un ressortissant d'une des régions anglophones écrit : « another reason advanced by political watchers why an Anglophone would make the best choice for president after Biya is the growing fear that should power go back to Northerners who are often tagged as those “hardly forget and forgive”, they might want to revenge the April 6, 1984 abortive coup d'état that saw many of theirs massacred » (*The Guardian Post*, n°0989, Thursday August 11, 2016, p. 3).

Relayer le spectre de l'instabilité et faire craindre des menaces à la paix font donc partie des modes alternatifs de positionnement ethno-communautaires, ce qui pourrait expliquer la faible capacité de mobilisation de ces discours communautarisés sur l'après-Biya. Au demeurant, ces modes de positionnement sont des variables explicatives de l'émergence d'un discours alternatif porté par une mobilisation collective de construction de la vocation politique de Franck Emmanuel Biya : le mouvement des franckistes.

2. L'alternative discursive du mouvement des franckistes : l'offre d'une transition présidentielle par la paix.

Les rivalités communautaires autour de la succession présidentielle se construisent par et dans le discours. Il n'est pas exagéré d'affirmer qu'au Cameroun, la succession du président Paul Biya se joue sur le terrain du discours politique. À preuve, à l'aune de cette question sensible, voire délicate, pendant que certains tiennent des discours pessimistes aux relents chaotiques, entretenant le spectre de l'instabilité politique au cas où leur volonté du pouvoir ne serait pas satisfaite, d'autres s'investissent dans une offre de transition pacifique. Ce discours optimiste sur le passage à l'après-Biya est proposé par une mobilisation collective

³ Extrait de l'interview d'Aboubacar Ousmane Mey, leader de l'Alliance Nationale Camerounaise (A.N.C.) dans l'émission « La vérité en face » sur Equinox Tv, disponible sur https://www.youtube.com/live/D0b6_UIjEW4?feature=share; consulté le 18 avril 2023.



transcommunautaire qui entend rompre avec la tendance ethnocentriste et irrédentiste des prétentions de pouvoir communautarisées. Il s'agit du mouvement des franckistes.

2.1. La sociogenèse du mouvement des franckistes : comprendre la mobilisation et son discours à partir de son contexte.

Il est question de présenter le contexte d'émergence du mouvement afin de faciliter la compréhension de son discours sur l'après-Biya. En effet, le mouvement des franckistes émerge dans un contexte de promotion des mobilisations communautaires rivales qui s'opposent sur l'enjeu de la transition présidentielle. Il s'agit donc d'un contexte animé par la résurgence contemporaine des projets hégémoniques concurrents qui contribuent à l'exacerbation du communautarisme et des replis identitaires.

2.1.1. Les rivalités de positionnement communautaire : un facteur crisogène interpellateur.

Le constat est saisissant : il montre que l'enjeu de la succession présidentielle clive et fait craindre une instabilité politique du fait des prétentions présidentielles communautarisées. Qui observe patiemment la scène politique et le champ social camerounais arrive presque inéluctablement à la conclusion que la stabilité de l'ordre politique est précaire du fait des rivalités ethno communautaires toujours probables. Pour pallier cette situation, des mécanismes de régulation de la diversité ont été pensés et institutionnalisés. Il y va de la stabilité de l'ordre politique et de sa légitimation. C'est que, la question du *power sharing* est en général un sujet qui fâche d'autant plus qu'il porte sur la dialectique intégration *versus* exclusion. L'équilibre régional, variante de la politique des quotas, pratiqué pour permettre l'intégration politique des nombreuses communautés qui composent l'État, a fait ses preuves dans cette perspective en dépit de nombreuses contestations.

Cependant, de nombreuses frustrations ethno politiques liées au rapport à l'intégration politique persistent. Aussi, les communautés se livrent-elles aux rivalités politiques dans ce rapport à l'État. La perspective de la succession au sommet de l'État semble exacerber ces rivalités ethno communautaires dans la mesure où les unes se positionnent en disqualifiant les autres à travers l'étiquetage. Même l'axe hégémonique Nord-Sud ne résiste pas à ces rivalités de positionnement. Désormais, des entrepreneurs identitaires de la partie septentrionale exercent une forte pression sur les dirigeants politiques afin d'imposer l'idée d'une transmission du pouvoir à un ressortissant d'une des régions septentrionales se fondant sur l'histoire de la



succession entre Ahmadou Ahidjo et Paul Biya. Par conséquent, parce que c'est un fils du Nord, Ahmadou Ahidjo, qui a passé le pouvoir à un ressortissant du Centre-Sud en 1982, le pouvoir doit être confié après lui à un autre fils du Nord en vertu de ce qu'on appelle ici « le ping-pong Nord-Sud ». C'est ce que traduit ce propos attribué à Ahmadou Ali, alors ministre d'État, ministre de la justice. Selon cette élite ressortissante de l'Extrême-nord, « les trois régions du Nord qu'isolent culturellement et ethniquement différentes du reste du Cameroun vont continuer à apporter leur soutien à Biya aussi longtemps qu'il souhaiterait demeurer Président. Mais, le prochain Président du Cameroun ne viendra pas de l'ethnie Beti/Bulu de Biya. Les Bété sont trop peu nombreux pour s'opposer aux nordistes, encore moins au reste du Cameroun » (Amadou Ali, cité par Menguele Menyengue, 2016, pp. 165-166). Cet avertissement ne va pas sans menaces à peine voilées. Des propos comme « on va mettre du nucléaire dans deux réacteurs »⁴, « qu'importe la bannière politique, pourvu que ce soit un des nôtres », « après le Roi, à nous le trône » (Gatama, 2023), sont révélateurs de cette volonté de (re)conquête du pouvoir à partir d'un discours ethno-communautarisé.

2.1.2. L'obsession craintive de la transition présidentielle : effet d'annonce *versus* effet de panique.

Les discours répandus sur l'après-Biya rendent incertain et risqué le changement projeté au sommet de l'État. Les prévisions chaotiques sur cette échéance font craindre un risque d'instabilité politique. Les rationalités concurrentes ou complémentaires, qui président aux jeux des endogènes et exogènes intéressés dans ce « game of throne », aggravent l'incertitude sur l'horizon politique majeur de l'histoire post coloniale, faisant ainsi craindre un risque d'instabilité politique. C'est en prenant en compte ce risque d'instabilité, qu'un rapport du conseil des relations étrangères du département d'État, publié le 22 Décembre 2015, a présenté le Cameroun comme le deuxième pays le plus dangereux du monde après le Soudan du Sud. Sous ce rapport, le rapport d'État américain se base sur un empilement de faits comme la montée du terrorisme dans la partie septentrionale du Cameroun, les attentats, les raptus et les kidnappings de la secte *Boko Haram*, le taux élevé du chômage et des criminalités respectivement dans les

⁴ Extrait de l'interview d'Aboubacar Ousmane Mey, leader de l'Alliance Nationale Camerounaise (A.N.C.) dans l'émission « La vérité en face » sur Equinox Tv, disponible sur <https://www.facebook.com/camerounliberty2012/videos/285418670127178/?mibextid=9iau2DoHIWEUCa8u>, consulté le 18 avril 2023

capitales politique (Yaoundé) et économique (Douala), les flux des réfugiés à l'Est du pays dus à l'instabilité en Centrafrique *etc.*

En outre, le rapport prévoit aussi une aggravation de l'instabilité du fait de la transition politique. Ce faisant, le département d'État américain va inspirer d'autres rapports assez alarmants sur le Cameroun. Il en est ainsi « du rapport de la mission d'information sur la stabilité et le développement de l'Afrique francophone ». Présenté le 15 avril 2016 à l'assemblée nationale française par les députés Jean-Claude Guibai et Baumel, ce rapport mentionnait entre autre que « la situation politique est aspect du problème à moyen terme, notamment lorsque le président Biya atteindra le terme de son mandat » (Commission des affaires étrangères de l'Assemblée nationale française, 2015, p. 34).

Le jeu de pronostics endogènes et les prévisions occidentales du chaos dans la perspective de « l'après Biya » se sont donnés aussi à voir dans un *Think Thank* britannique qui prévoyait l'appropriation du risque-pays que constitue le Cameroun en matière d'investissement dans un contexte de « fin de règne » et de négociation de l'alternance présidentielle. Selon *the Economist intelligence Unit*, un cabinet d'intelligence britannique, « la gestion de la succession du président Paul Biya est un défi majeur (...) cependant la stabilité politique sera menacée sous deux angles : l'incertitude de la succession de M. Paul Biya et la montée de l'extrémisme islamiste. Ce qui va accroître le risque-pays, déterminant le choix des investisseurs » (*The Economist Intelligence Unit*, cité par *le quotidien l'économie*, n°01058 du Mardi 24 Mai 2016, p.03 ; *The Cameroon Report*, 2^{ème} Edition, n°003 du lundi 30 Mai au Dimanche 05 Juin 2016, p. 5). Quoi qu'il en soit, les représentations et les pronostics construits au dehors peuvent être reçus et « employés au-dedans » (Balandier, 2004); d'où la réception interne des prévisions chaotiques de « l'après Biya ». À l'observation, de nombreux acteurs endogènes du système politique camerounais ont souvent relayé ces discours de prévision chaotique de l'après Biya. Qu'il s'agisse des leaders politiques comme Maurice Kamto, Cabral Libbii, etc. ou des leaders d'opinion à l'instar du Cardinal Tumi, Monseigneur Kledaet même dans la presse locale, l'enjeu de la succession est souvent présenté comme « une manœuvre à haut risque », « un facteur potentiellement crisogène », mieux, « un probable *casus belli* ».

2.2. La construction discursive d'une transition présidentielle pacifique.

Les projections pessimistes et les prédictions chaotiques véhiculées par des entrepreneurs politiques et des acteurs internationaux en rapport avec la transition présidentielle sont de nature

à entretenir une psychose dans la société camerounaise. Consciente de cette situation fort embarrassante, la mobilisation collective du mouvement des franckistes propose un discours alternatif autour d'un projet de dynastisation du pouvoir, susceptible de garantir une succession présidentielle pacifique. Ce faisant, cette mobilisation collective entend proposer et promouvoir la candidature de Franck Emmanuel Biya, présenté comme « l'homme de la situation » dans un contexte de rivalité de positionnement ethno-communautaire dans la perspective de l'après-Biya.

2.2.1. La propagande pacifiste du mouvement des franckistes : une démarcation par le discours de paix.

La propagande du mouvement des franckistes repose sur la promotion d'un passage pacifique à l'après-Biya. Et, conscient du risque d'instabilité politique que fait craindre les prétentions ethno-communautaires rivales sur l'enjeu de la transition présidentielle, le Mouvement des Franckistes pour la Paix et l'Unité du Cameroun (M.F.P.U.C.) propose une dynastisation du pouvoir. Pour ses membres fondateurs tels que Rahim Noumeu, Franck Emmanuel Biya, le fils du président Paul Biya est le seul capable de préserver les acquis et de garantir la prospérité du Cameroun, en évitant au pays une crise politique liée aux velléités de conquêtes ethnocratiques du pouvoir présidentiel (Mfendjou Ndam, 20022, p. 11). En effet, les adhérents du mouvement des franckistes et ses multiples démembrements font un usage constant de la propagande dans la communication politique qui vise à vendre les qualités et les traits de personnalités de Franck Emmanuel Biya, en inondant l'espace médiatique à travers les presses écrites, les débats de radios et télévisés.

La stratégie propagandiste ainsi mobilisée consiste à présenter Franck Emmanuel Biya, à le faire connaître, à vanter ses mérites et ses qualités humaines, ses traits de personnalités et surtout à préparer les consciences. Il s'agit d'un subtil travail de socialisation à l'héritage politique en construction et d'intériorisation de la dynastisation du pouvoir telle que projetée par le mouvement (Menguele Menyengue et Mfendjou Ndam, 2023, p. 87). On peut retrouver des messages de propagande de la communication politique sur Franck Emmanuel Biya par les franckistes tels que : « MCFP : plébiscité par la jeunesse camerounaise pour un futur de confiance », « la jeunesse camerounaise a fait son choix », « l'homme qu'il faut à la place qu'il faut », et qui « n'a qu'un seul défaut, celui d'être fils de son père. Mais ça, est-ce vraiment un

défaut ? »⁵. Vraisemblablement, les franckistes sont convaincus et répandent la conviction selon laquelle dans le contexte actuel d'exacerbation du communautarisme et des replis identitaires, seul ce projet de passation du pouvoir entre Biya père et fils peut préserver le Cameroun d'une crise politique liée à l'enjeu de l'alternance présidentielle. Ils profitent donc de toutes les opportunités qui s'offrent à eux pour « passer » le message du salut du Cameroun par l'héritage politique. Dans un extrait de ces discours de propagande, Franck Emmanuel Biya est présenté comme « la colombe blanche ». Selon ce discours propagandiste aux effets mobilisateurs certains, il est le symbole de la paix, comme l'indique l'extrait suivant :

Observer l'image d'une colombe blanche chaque matin procure un bien être incommensurable. Elle est très belle, elle est douce, elle est impérieuse et charismatique. Tranquille et mesurée, elle ne se vante pas malgré toute sa grâce. Elle ne s'en orgueille pas de ses privilèges. La colombe aime les hommes et le même amour lui est rendu sans équivoque. C'est l'un des oiseaux qui meurt au-dessus du ciel.

La colombe descend tout droit du ciel. Selon la doctrine chrétienne, elle est l'oiseau du salut qui descend sur la terre des hommes. Oui elle vole la colombe et son envol est aussi beau que le ciel lui-même. Mais, c'est sur la terre qu'elle est descendue et c'est sur la terre qu'elle marche aux côtés des hommes. La paix procurée à la vue d'une colombe n'est pas anodine. Elle n'attaque pas, elle ne se défend pas. Elle ne crie pas pour imposer sa présence pourtant elle s'impose de par son charisme.

La colombe est l'oiseau de Dieu, c'est Dieu lui-même qui marche aux côtés de l'homme.

Cependant, même si les hommes ne lui réservent pas un culte, ceux qui la connaissent vraiment la respectent. Une nation qui fait de la colombe son totem conclut avec la nature et le monde un pacte de paix.

Les hommes colombes existent, ils s'identifient par leur sens de l'observation, par le silence, par l'effacement, par l'humilité et par la gratitude, par l'humilité, et par la beauté de leur être. Les hommes colombes sont des hommes généreux dont la paix est le partage quotidien.

Nous franckistes du monde, avons trouvé cet homme colombe en qui nous nous reconnaissons et pour qui nous avons choisi de mener les batailles pacifiques afin que cette nourriture divine de laquelle nous nous gavons devienne la nourriture du Cameroun, de l'Afrique et du monde.

Cet homme providentiel, au destin divin, a un nom et il s'appelle Emmanuel (Dieu est avec nous). Dieu se donne aux camerounais à travers Franck Emmanuel Biya, le guide de la Révolution nouvelle du salut du Cameroun (Araka, 2022).

⁵Page Facebook du Mouvement citoyen des franckistes pour la paix et l'unité du Cameroun, consultée le 05 avril 2023.

2.2.2. L'investissement irénologique des discours franckistes et fébistes : une variable explicative de la mobilisation transcommunautaire autour du mouvement.

L'investissement irénologique du discours sur la transition du mouvement des franckistes est porteur d'un projet de démarcation et de mobilisation transcommunautaire. Ce projet consiste à prévenir une crise politique causée par les mobilisations ethno-communautaires rivales qui s'opposent sur l'enjeu de l'après-Biya, en faisant de Franck Emmanuel Biya « l'homme de la situation », qui est aussi considéré comme « l'égérie de la jeunesse camerounaise » (Essissima, 2023, p. 3). Un tel marketing irénologique a vocation à mobiliser au-delà des clivages ethno-communautaires constitués pour animer « l'intrigue de l'alternance présidentielle au Cameroun » (Menguele Menyengue, 2016). Pour les promoteurs de ce projet de succession dynastique, il est préférable que dans un contexte où « des clans dont les têtes de proue sont identifiables s'épient, s'affrontent dans de violentes batailles », « Franck Emmanuel Biya est toujours apparu comme étant la seule personne qui rassemblerait à lui tout seul le plus grand nombre de confluences pour devenir le prochain président du Cameroun » (Akono, 2022, p. 9).

De fait, le projet de construction et de légitimation sociale de la vocation présidentielle de Franck Emmanuel Biya est porté, au-delà du groupe ethno communautaire *Ekang* -reparti dans les régions du Centre, Sud et Est-, par une mobilisation transcommunautaire qui permet d'éviter d'assimiler l'alternative Franck Emmanuel Biya à un groupe ethno-régional spécifique. Le mouvement se distingue des autres mobilisations ethno-communautaires qui se positionnent dans « le game of throne camerounais » par sa vocation transcommunautaire et son discours centré sur les valeurs de paix, d'unité, de cohésion et de rassemblement. C'est ce qui explique pourquoi le mouvement des franckistes est porté par des jeunes ressortissants des grandes aires culturelles du Cameroun. Ainsi par exemple, Cyril Essissima rapporte que l'assemblée générale du M.C.P.U.C. tenue le 06 avril 2023 à Yaoundé, qui était consacrée à « l'évaluation des activités et du fonctionnement du M.C.P.U.C. dans les régions pour le premier trimestre 2023, a mobilisé des acteurs venus des 10 régions du Cameroun et de la diaspora (France et Grande-Bretagne) » (Essissima, 2023, p.3). Cette assemblée générale était l'occasion de démontrer le caractère transcommunautaire et transorganisationnel du mouvement qui s'investit dans la construction et la légitimation de la vocation présidentielle de Franck Emmanuel Biya, puisque

« l'on a noté la présence très remarquée de la Reine mère Bandjounaise, qui, revêtue de ses attributs, a promis d'implanter le M.C.P.U.C. à Bandjoun [tout comme] celle du Fon de Koshin à Wum, dans le département de la Menchum (région du Nord-Ouest) » (Essissima, 2023, p.3). Sa représentativité ethno-régionale permet d'éviter de faire du mouvement l'apanage d'un groupe ethno-communautaire ou ethno-politique précis. Ce travail de légitimation transcommunautaire sert le discours irénologique du mouvement des franckistes. C'est un investissement pour garantir la représentativité de l'homme, objet du marketing politique du mouvement des franckistes. Il se nourrit d'un certain nombre de mises en scène démontrant la vocation nationale et transcommunautaire de la figure Franck Emmanuel Biya.

Ainsi par exemple, les bains de foule qui servent à démontrer son immersion dans les milieux jeunes indépendamment des aires culturelles, les accueils chaleureux qu'on lui réserve à chacune de ses sorties participent de ce travail de mise en scène du profil national de Franck Emmanuel Biya. Ce fut le cas lors de ses visites au nouveau Sultan, Roi des Bamoun, le 06 novembre 2021, dans le département du Noun (région de l'Ouest), et au Lamido de Garoua dans la région du Nord-Cameroun, les 06 et 07 Novembre 2022.





En haut : Photo prise lors de la visite officielle de Franck Emmanuel Biya au Sultan Roi des Bamoun au musée du Palais du Sultan le 07 novembre 2022 (Image n°1). Photo prise lors de la visite de courtoisie de Franck Emmanuel Biya au Lamido de Garoua dans la Région du Nord-Cameroun le 07 novembre 2023 à l'issue de laquelle il a été fait notable par le Lamido Rachidine à Garoua (Image n°2).

En bas : Images d'illustrations du déploiement territorial du mouvement des franckistes à l'Est le 11 février 2022 à la faveur de la fête de la jeunesse (image n° 3), dans le département du Mayo-Tsanaga dans la partie septentrionale du pays (image n°4). Source m M.C.F.P.U.

Pour éviter que le projet politique porté par les franckistes soit assimilé à un groupe ethno-régional ou ethno-politique précis, un travail de diversification et de division du travail marketiste a été fait. En effet, en dehors du M.C.F.P.U.C. dont le promoteur est Rahim Noumeu, plusieurs autres mouvements portés par les camerounais de diverses origines ont vu le jour, avec pour objectif de promouvoir l'image et la vocation présidentielle de Franck Emmanuel Biya. Il s'agit, entre autres :

- du mouvement dit du « febisme » ;
- du mouvement febiste ;
- du groupe Rassemblement Républicains des Franckistes au Cameroun (R.R.F.C.) ;
- du mouvement des jeunes franckistes ;
- du Regroupement Franckistes pour la Paix et le Développement (R.F.P.D.) ;
- du mouvement Franck Biya pour 2025 ;
- du mouvement Franck Biya pour le renouveau ;
- du réseau national des jeunes musulmans acquis à Franck Biya ;
- du groupe baptisé génération consciente, génération franckiste ;



- du groupe Biya Franck Emmanuel next president.

Un indicateur de la capacité de mobilisation transcommunautaire et transorganisationnelle, du discours irénologique et du projet politique porté par le mouvement des franckistes est l'intéressement progressif d'autres leaders politiques qui n'hésitent pas à « plébisciter » Franck Emmanuel Biya. C'est le cas de Raymond Chiya Zok, président du parti du Regroupement des Démocrates Indépendant -R.D.I.- (Le levant, n°009 du Lundi 25 Juillet 2022, p. 8).

Dans une tribune relayée dans les médias sociaux, Raymond Chiya Zoka expliqué son soutien à Franck Emmanuel Biyapar la chance de paix qu'il offre au Cameroun après Biya. D'où cette déclaration révélatrice: « Je crois en Franck Emmanuel Biya » (Le levant, n°009 du Lundi 25 Juillet 2022, p. 8). Comme Raymond Chiya Zok, d'autres leaders des formations politiques de l'opposition se disent favorables à ce projet de dynastisation du pouvoir, porteur, selon eux, de chance de paix durable. Il en est ainsi de Denis Emilien Atangana, président national du Front des Démocrates Camerounais (F.D.C.), qui dit être prêt et ouvert « à discuter des modalités de l'investiture de Franck Emmanuel Biya par le F.D.C. » (Atangana, 2023, p. 4). Dans le même ordre d'idée, Jean De Dieu Momo, président du parti politique des Patriotes Démocrates pour le Développement du Cameroun (PADDEC) par ailleurs et Ministre délégué à la justice dit être favorable à « la continuité de ce régime [qu'il] a embrassé » parce qu'il souhaite « quelqu'un qui va pérenniser les actions de Paul Biya, [...] même si c'est Franck Biya »⁶. Des propos comme « le grand nord choisit Franck Biya » (*Info Matin*, n°1130 du lundi 07 novembre 2022, p. 10), « si le président estime que c'est lui, nous serons prêts à aligner le parti derrière lui » (Kaldaoussa et Fopoussi, 2023, p. 12), ou encore « Franck Biya pour la cohésion sociale » (Akono, 2022, p. 9) renseignent sur cette construction transcommunautaire de la vocation présidentielle de Franck Biya.

Conclusion

Une tribune attribuée à Didier Yimkoua met en filigrane le rapport entre l'exacerbation du communautarisme et du repli identitaire d'une part, et l'alternative de succession héréditaire. Tout semble indiqué que, l'émergence des mobilisations ethno-communautaires rivales dans un contexte où on parle de plus en plus de transition présidentielle, favorise davantage le projet de dynastisation du pouvoir. D'où l'interrogation de Didier Yimkoua : « Dans un environnement

⁶ Extrait de la déclaration de Jean De Dieu Momo, président du PADDEC et Ministre délégué à la justice lors de l'émission « 90 minutes pour convaincre », sur la chaîne de télévision Canal 2 international, disponible sur <https://www.facebook.com/canal2International/videos/594312055862523/?mibextid=zjnd3F8JVLlprtF>, consulté le 22 avril 2023



éclaté, qu'est ce qui pourra empêcher Franck Biya de succéder à son père ? ». Cette question vaut son pesant d'or au regard de l'ampleur des discours communautarisés sur la question de l'après-Biya. À l'observation, le projet de construction et de légitimation de la vocation présidentielle de Franck Emmanuel Biya peut s'analyser comme un effet induit des rivalités de positionnement ethno-communautarisées et des discours hégémoniques concurrentiels en rapport avec l'après-Biya.

In fine, si le projet politique du mouvement des franckistes se concrétise, l'Afrique centrale pourrait être considérée comme une (sous-)région qui fait manifestement le pari des successions héréditaires dans la mesure où, ici, la tendance dynastique semble produire des effets mimétiques assez notables. Elle s'observe *mutatis mutandis* en Guinée Équatoriale où le fils du président Teodoro Nguema Obiang Mangue est vice-président de la République et vice-président du parti au pouvoir, le Parti Démocratique de Guinée Equatoriale (PDGE). Elle s'est confirmée au Gabon. En effet, « le Gabon a inauguré ce processus de dynastisation du pouvoir présidentiel avec la succession d'Omar Bongo Ondimba par son fils Ali Bongo. Cette succession dynastique du pouvoir intervenue le 16 octobre 2009 a bénéficié d'un soutien du président de la République du Cameroun que le nouveau président gabonais consultait fréquemment pour la gestion de nombreux dossiers sensibles d'intérêt commun » (Menguele Menyengue et Abdou Mfenjou Ndam, 2023, p. 112). Le syndrome de la succession héréditaire s'est répandu au Tchad avec l'adoubement d'un Conseil militaire dit de transition, Mahamat Idriss Deby Itno après l'assassinat du président Idriss Deby Itno en avril 2021. Ces deux cas aboutis de succession héréditaire en Afrique centrale semblent inspirer d'autres projets de dynastisation du pouvoir comme le suggèrent, l'entrée très remarquée de Denis Christel Sassou Nguesso au gouvernement le 17 mai 2021 au poste de ministre de la Coopération internationale et de la promotion du partenariat public-privé. Sa vision du Congo, telle que consignée dans son livre programme intitulé *ce que je crois*, est à ce sujet suffisamment révélatrice. La question est donc celle de savoir qu'est-ce qui explique cette régionalisation des successions héréditaires en Afrique centrale ? L'enjeu de la stabilité de cette (sous)région stratégique peut-elle expliquer ce pari pour les successions héréditaires ? Tout compte fait, au regard des représentations socio-anthropologiques qui amènent à considérer l'alternance comme un facteur d'instabilité politique, la tendance dynastique peut être interprétée comme une volonté de stabilisation des contextes où les rivalités de positionnement ethnocratique pour l'accès au pouvoir présidentiel font craindre le pire.

Bibliographie

Akono, M. P. (2022). Alternance au sommet de l'État, Franck Biya pour la cohésion sociale, in *Echos politiques du Cameroun*, n°038 du 19 septembre 2022, p. 9

Araka, G. (2022). « Mouvement Citoyen des Franckistes pour la Paix et l'Unité du Cameroun », *Facebook*, le 31 aout 2022

Atangana, D. E., (2023). « Si Franck Biya gagne les élections, est-il convenable de parler de gré à gré dans ce cas ? », disponible sur <https://actucameroun.com/2022/12/20/denis-emilien-atangana-si-franck-biya-gagne-les-elections-est-il-convenable-de-parler-de-gre-a-gre-dans-ce-cas/>, consulté le 14 avril 2023

Balandier, G. (2004). *Sens et puissance : les dynamiques sociales*. Paris, Presses Universitaires de France.

Bandolo, B. (1985). *La flamme et la fumée*. Yaoundé, Éditions SOPECAM.

Collectif « Changer le Cameroun », (1992). *Le Cameroun éclaté : anthologie commentée des revendications ethniques*. Yaoundé, C3.

Commission des affaires étrangères de l'Assemblée nationale française. (2015). *Rapport sur la stabilité et le développement sur l'Afrique Francophone*, disponible sur <https://www.vie-publique.fr/rapport/34836-la-stabilite-et-le-developpement-de-lafrique-francophone>, consulté le 21 avril 2023.

Ekambi Dibonguè, G., (2021). *Les Grassfields : la frustration historique de l'avoir sans le pouvoir ?* », *RIGES*, n°8 : 43-67.

Ekambi Dibonguè, G. (2021). Le mouvement 10 millions de “nordistes” : opportunité(s) et vulnérabilité(s) d'une ambition hégémonique, *Solon, Revue Africaine de Parlementarisme et de Démocratie*, n° 25 : 267-298.

Emvana, M-R. (2022). *Triduum successoral. Les trois jours qui ont changé le Cameroun*. Yaoundé, Éditions Emiyaz-Proximité.

Essissima, C. (2023). « Le “oui, je vous ai compris” de Franck Biya », in *Mutations*, n°5804, du Mardi 11 avril 2023 : 3

Essomba, F. et Tchami, R., (2023). Présidentielle 2018 : Maurice Kamto fait-il autant peur ?, in *Le Messager*, n° 5056, Lundi 23 avril 2023 : 4

Foucher, V. (2009). Difficiles successions en Afrique subsaharienne : persistance et reconstruction du pouvoir personnel, *Pouvoirs*, n° 129: 127-37.

Gazibo, M. (2010). L'instabilité en Afrique et ses déterminants, in : *Introduction à la politique africaine* [en ligne], Montréal : Presses de l'Université de Montréal, pp. 117-137

Kaldaoussa, D. et Fopoussi, D. (2023). Portraits des figures en vue, déclarées, assumées ou pas, in *Ligne d'horizon*, n°028, Mars 2023: 12.



Konings P. (1996). « Le « problème anglophone » au Cameroun dans les années 1990 », *Politique africaine*, n°62, 1996 : 5-30.

L'Anecdote, 12 mars 2014 : 3.

Ligne d'Horizon, n°028-Mars 2023 : 21

L'oeil du sahel, n°447, du 12 Septembre 2011 :.3

Menguele Menyengue, A.M. et Mfenjou Ndam, A. R. (2023). Cameroun : comment construit-on une vocation politique ? Une analyse à partir des stratégies marketing du mouvement des franckistes (2018-2022), *Revue Économie et Société*, n°2, mars 2023 : 92-115.

Menguele Menyengue, A. M. (2021). Lexique de la manducation, clivage politique de substitution et (dé)crispation postélectorale au Cameroun : le cas des étiquettes de *tontinards versus sardinards*, in Flora Amabiamina et Ferdinand Njoh Kome (dir.), *Les métamorphoses africaines et leurs langages*. Paris, L'Harmattan: 216-256

Menguele Menyengue, A. M. (2016). *L'intrigue de l'alternance présidentielle au Cameroun. Entre jeux de simulation, d'exclusion et de positionnement*. Sarrebruck, Éditions Universitaires Européennes.

Menguele Menyengue, A. M. (2018). « Le rapport de force dans la question de la limitation des mandats présidentiels au Cameroun », *Revue Africaine de Sciences Politiques et Sociales*, n° 18, Septembre 2018, pp. 268-282

Mfenjou Ndam, A. R. (2022). *Mobilisation collective et construction sociale d'une vocation politique au Cameroun : le cas du mouvement des franckistes (2018 – 2022)*, Mémoire de Master en science politique, Université de Douala.

Mota'a Bila. (2020). Repli identitaire : les dessous de l'initiative « 10 millions de Nordiste, in », n° 522, du lundi 13 Juillet: 12

Ngameni, E., (2019). Mise en garde : Fotso Victor tance les Bamiléké, in *La Météo*, n°953 du 05 mars 2019 : 3.

Njoya, J. (2009). Parenté et politique en imbrication la construction politico-juridique de la succession héréditaire, *Polis/R.C.S.P./C.P.S.R.*, Vol. 16, Numéros 1 & 2: 41-66

Onana, J. (dir.) (2016). *Leçon sur le changement politique en Afrique subsaharienne. Regards croisés sur le Cameroun*, Paris, L'Harmattan.

Owona, J. (2016). *Les systèmes politiques précoloniaux au Cameroun*. Yaoundé, L'Harmattan

Owona Nguini, M-E. (2009). Le gouvernement perpétuel en Afrique centrale : le temps politique présidentieliste entre autoritarisme et parlementarisme dans la CEMAC, In Jean Lucien Ewangue (dir.), *Enjeux géopolitiques en Afrique centrale*. Paris, L'Harmattan, : 261-277.

Pommerolle, M-E. (2015). Les violences dans l'Extrême-nord du Cameroun : le complot comme outil d'interprétation et de luttes politiques », *Politique africaine*, n°138 : 174-194.



Sassou Nguesso, D.C. (2018). *Ce que je crois*. Brazzaville, Fondation Perspectives d'Avenir.

The Guardian Post, n°0989, Thursday, August 11, 2016: 3

Thriot, C. (2017). « Transitions politiques et changements constitutionnels en Afrique, In : *Le phénomène constituant : Un dialogue interdisciplinaire* [en ligne]. Toulouse : Presses de l'Université Toulouse Capitole, 2017, Disponible sur <http://books.Openedition.org/putc/3197>, consulté le 31 mai 2022.

Tsana Nguengang, R. (2015). Entrepreneurs-politiciens et populations locales au Cameroun, *Cahiers d'Études africaines*, n° 220 : 811-836